



1/3

SESSION 2002

ÉCONOMIE



Tournez la page SVP

Observation liminaire : Les éléments de corrigé ne constituent qu'une orientation possible parmi d'autres

I – COMMENTAIRE DE TEXTE

Introduction :

Les médias, les hommes politiques, font toujours référence à la croissance économique pour en souligner les performances ou les faiblesses.

Définition :

La croissance économique peut se définir comme l'augmentation des richesses créées dans un pays, pendant une période donnée (augmentation du PIB). La croissance est un phénomène quantitatif ; quand elle se perpétue dans le temps elle engendre des transformations (population active, urbanisation).

Problématique :

Dans notre organisation économique actuelle il semble souvent inévitable pour les politiques économiques d'avoir comme objectif la croissance, mais à quelles conditions y a-t-il de la croissance et qu'est-ce qui peut lui nuire ?

Annonce d'un plan :

Par exemple :

- Les moteurs de la croissance.
- Les entraves à la croissance.

1. Les moteurs de la croissance

- a) *La consommation des ménages* : rôle de l'optimisme, des salaires, d'une bonne répartition des revenus. (cf. Keynes : relance par la demande).
- b) *Les investissements* : permettent d'augmenter la productivité, d'accroître la compétitivité. Théorie du multiplicateur d'investissement (Keynes). Croissance auto-entretenu (par le biais de l'accélérateur et du multiplicateur conjugués).
- c) *Les exportations* : elles offrent des débouchés supplémentaires à la production nationale.
- d) *Une politique économique favorable* :
 - accès au crédit pour les ménages et les entreprises
 - soutien aux entreprises (aide à la recherche, subventions, développement des infrastructures)
 - baisse de la pression fiscale (sur les ménages : augmentation du pouvoir d'achat, sur les entreprises ; plus d'argent pour investir ou créer des emplois).

2. Les entraves à la croissance

- a) *Entraves conjoncturelles* :
 - ralentissement économique mondial
 - augmentation du chômage (annonce de plans de licenciement)
 - inflation (qui réduit le pouvoir d'achat et rend coûteuses nos exportations)
 - préférence pour l'épargne (manque de confiance en l'avenir)
- b) *Entraves structurelles* :
 - population active insuffisante (mal formée ou qui refuse la mobilité sectorielle ou géographique)
 - réglementation trop rigide pour les entreprises (droit du travail, normes, formalités...)
- c) *Ralentissement du progrès technique et des innovations* :
 - voir Schumpeter (explication des périodes de récession des cycles économiques)
 - les innovations qui peuvent porter sur les produits, les services ; une meilleure organisation du travail permettent d'être plus productif, plus compétitif.

Conclusion :

Les conditions favorables à la croissance économique d'un pays sont donc la consommation des ménages, le bon niveau des exportations, les investissements des entreprises. C'est donc le rôle de la politique économique d'essayer de créer ce contexte optimal en soutenant les entreprises, en les laissant assez libres d'entreprendre, en ayant une gestion saine de l'économie. Il est cependant réel que parfois c'est un contexte économique mondial qui dégrade notre économie et qu'il est beaucoup plus difficile de le maîtriser.

II – QUESTIONS

3/3

1. Besoins de financement de l'entreprise.

Pour fonctionner et se développer, l'entreprise doit investir, mais elle doit aussi financer les besoins liés à son activité courante. On distingue donc deux grandes catégories de **besoins de financement** de l'entreprise :

a) *les besoins de financement de l'investissement :*

Il peut s'agir d'investissements :

- matériels (ex : acquisition d'un ordinateur),
- immatériels (ex : formation du personnel, recherche),
- ou financiers (ex : prise de participation dans une autre entreprise).

Les investissements peuvent avoir un objectif de création, de maintien ou de développement du potentiel productif.

b) *les besoins de financements du cycle d'exploitation :* Le cycle d'exploitation correspond à l'activité courante de l'entreprise ; il se décompose en cycle de production et cycle de commercialisation.

La durée du cycle est variable, elle dépend du temps de stockage des matières premières et des produits finis, de la longueur du processus de production, de la durée de crédit accordé aux clients.

Pour chaque type de besoin il faudra choisir un moyen de financement adapté.

2. Le budget de l'État

▪ **Définition**

Le **budget de l'État** est une prévision des recettes et des dépenses que celui-ci doit engager pour mener à bien sa politique économique et produire les services publics. Chaque année, le Parlement vote la loi de finances qui donne au gouvernement l'autorisation d'engager les dépenses et de percevoir les impôts.

▪ **Composantes**

L'État engage des dépenses de différentes natures qui reflètent ses priorités :

- fonctionnement (traitements et pensions des fonctionnaires par exemple) ;
- interventions publiques (assistance au chômage, soutien aux activités menacées) ;
- investissements et charge de la dette publique.

Les **recettes de l'État** sont principalement constituées par les impôts :

- impôts directs (ex : impôts sur le revenu des ménages, impôts sur les sociétés)
- impôts indirects (ex : la TVA, les différentes taxes à la consommation)

Les **bénéfices des entreprises publiques** ainsi que leur **privatisation** peuvent également procurer des recettes.